

Subsides

vinciaux n'a pas reçu l'appui unanime que j'espérais. Ce que j'aurais aimé c'est une participation de la part des producteurs et des gouvernements provinciaux et fédéral. Certaines provinces sont en faveur et d'autres non. Il semble donc, à moins d'un revirement demain matin, que si nous voulons poursuivre ce projet nous allons devoir n'y associer que le gouvernement fédéral et les producteurs. Il ne semble pas qu'il faille s'attendre à une forte participation provinciale. Il semble que quatre gouvernements provinciaux soient prêts à lancer leur propre programme ce qui ne constitue pas en soi un programme national, puisqu'il s'agit de quatre provinces seulement. Pour le moment je ne vois pas comment un programme national pourrait fonctionner en l'assortissant du programme d'assurance-revenu que nous préconisons sur le modèle du programme de stabilisation du prix du grain de l'ouest. Nous n'obtenons pas le genre de participation que nous aurions espéré de la part de certaines provinces.

M. Hovdebo: La Commission canadienne du blé a été établie pour ne s'occuper que des Prairies. Le ministre pourrait étendre ce genre d'activité aux secteurs qui veulent un office de stabilisation et de commercialisation.

J'ai une question presque identique à poser au sujet de la commercialisation du bœuf. Le gouvernement fédéral est-il disposé à établir une commission nationale de commercialisation du bœuf et à stabiliser le marché des animaux de boucherie? Encore une fois, si oui, quand en fera-t-il la proposition?

M. Whelan: Monsieur le président, je voudrais préciser une chose. J'espère que je n'ai pas donné au député l'impression que nous allons établir une commission de commercialisation du porc. Ce n'était pas le sujet de la discussion. Nous projetons plutôt un système de stabilisation du marché du porc et une assurance-revenus pour les producteurs. C'est un peu ce que nous avons projeté pour les provinces il y a quatre ans et seulement une province, la Colombie-Britannique, a réalisé ce projet sous le gouvernement précédent. Je suis tenté de recommander au gouvernement d'établir une agence de commercialisation du bœuf. Le député qui parle si éloquentement du bœuf à la Chambre est peut-être prêt lui-même à accepter autre chose que l'horrible système que nous avons pour la mise en marché du bœuf. Cela fait cinq ans qu'il nous chante que le système est économiquement mauvais.

M. Hargrave: Pas question.

M. Whelan: Nous savons qu'il existe un mouvement fort en train, et je ne parle pas des bovins mais bien des producteurs de bœuf de l'Ontario. D'après mes renseignements, ils ont une association qui compte près de 2,000 membres. Ses membres participent activement à la création d'un système de commercialisation du bœuf, car ils veulent améliorer le système actuel.

Nous avons parlé plus tôt du projet de loi sur l'importation de la viande, monsieur le président, et de ce que l'on peut en faire. Certains députés pensent que nous pouvons faire la même chose que dans le cas d'un système de commercialisation par gestion de l'offre. On ne peut pas faire cela avec la loi sur l'importation de la viande. Aucun pays au monde ne peut le faire.

M. Hovdebo: Ceux d'entre nous qui vivent en Saskatchewan font beaucoup d'agriculture mixte. Nos troupeaux sont restreints et nous sommes incapables de financer des pertes à long terme. Nous verrions d'un très bon œil un programme de

stabilisation et de contrôle du marché impliquant une forme de contrôle de l'offre.

La dernière question que j'aimerais poser au ministre m'est inspirée par le fait que l'on se demande si le Canada pourra atteindre les objectifs qu'il s'est fixés pour la production de céréales. A Saskatoon, on a proposé récemment d'augmenter la production du montant requis et de consacrer un quart de ce montant aux travaux de recherche. J'ai quelques questions à poser à ce sujet avant que mon temps de parole ne soit écoulé. Le gouvernement s'est-il engagé à poursuivre les activités de recherche nécessaires pour que notre production atteigne 30 millions de tonnes d'ici 1985 ou plus tard? Dans quelle mesure le gouvernement est-il disposé à prouver que les résultats de cette recherche seront positifs? Dans quelle mesure consentira-t-il à faire profiter les agriculteurs de cette recherche? Pour le moment, notre taux de croissance est de 2 p. 100 environ. Pour atteindre cet objectif, il faudrait augmenter la production de 4 p. 100 par an, ce qui n'est pas notre habitude et ce qui est assez invraisemblable. Le gouvernement promet-il de faire des efforts pour que les agriculteurs en profitent?

M. Whelan: Monsieur le président, tout ce que je puis dire, c'est que les travaux de recherche qui se déroulent dans l'Ouest dans le domaine des céréales permettraient, s'ils étaient appliqués l'an prochain, d'accroître la production de 25 à 30 p. 100 en un an, grâce à de meilleures techniques d'engrais, de meilleures semences et de meilleures méthodes d'élimination des mauvaises herbes. Bien entendu, le député de Regina-Est ne veut peut-être pas que nous agissions ainsi, mais en utilisant des herbicides et des pesticides à meilleur escient, en appliquant une méthode plus axée sur la conservation, nous savons que nous pourrions faire mieux.

Il y a de nombreux secteurs dans lesquels nous poursuivons des recherches. J'ai vu certains projets. J'ai visité certains centres cette année. Leur rendement pourrait être supérieur de 20 boisseaux à ce que produit l'agriculteur moyen par la simple application de nouvelles méthodes de conservation, de conservation des sols et l'utilisation des autres produits dont j'ai parlé.

● (2200)

[Français]

M. Corriveau: Monsieur le président, il me fait énormément plaisir de participer ce soir à ce débat parce que la circonscription que je représente est 50 p. 100 urbaine et 50 p. 100 rurale, et surtout parce que l'agriculture chez moi est représentée par l'industrie laitière. J'avais l'intention de parler surtout de l'industrie laitière mais je pense que mes préopinants ont su en parler d'une façon remarquable et en développer tous les points qui s'y rattachent.

Je voudrais juste signaler un passage qui nous rappellera à certains d'entre-nous le jour où dans l'industrie laitière on vivait certains problèmes. On était venu ici à Ottawa en grand nombre. Monsieur le ministre, moi et d'autres, nous avons bénéficié de produits laitiers en grande quantité et surtout gratuitement. On sait tous, monsieur le ministre, que les temps ont bien changé depuis l'époque où on était venu, et où on critiquait la politique laitière, surtout votre mise en marché. Et je voudrais dire que les politiques du ministère de l'Agriculture, surtout dans le domaine de la mise en marché, sont réellement bien réfléchies et bien pensées. Mais si on regarde la façon dont on a bien voulu traiter la mise en marché, quand